



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 3159

Texte de la question

RENTREE SCOLAIRE 2007

M. le président. La parole est à M. Christian Paul, pour le groupe socialiste.

M. Christian Paul. Monsieur le Premier ministre, l'éducation et l'égalité sont des promesses que la République ne respecte plus (*Vives exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), aux yeux de très nombreuses familles pour lesquelles l'école, le collège, le lycée, qui devraient constituer un espoir, sont devenus un sujet d'angoisse.

Nous l'affirmons devant les Français : l'éducation doit rester, et de loin, le premier de nos services publics. La prochaine rentrée verra la suppression de 5 000 postes d'enseignants ! (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Maxime Gremetz. M. Paul a raison !

M. Christian Paul. Cela malgré les calculs brouillons et ésotériques de M. de Robien - toujours démentis sur le terrain. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*) D'ailleurs, je vous invite, monsieur le ministre, à venir voir comment se prépare la rentrée en Bourgogne et dans la Nièvre.

M. Richard Cazenave. Démago !

M. Christian Paul. Au total, 26 000 postes d'enseignants ont été supprimés depuis 2003. C'est une Saint-Barthélemy de l'éducation nationale ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Comment peut-on penser sérieusement que les effectifs d'enseignants doivent être réduits chaque année en fonction du nombre d'élèves, avec une obstination arithmétique et caricaturale, alors qu'il faudrait au contraire s'efforcer d'améliorer la qualité de la pédagogie, celle de l'encadrement des classes, du travail en groupe, et surtout l'accompagnement massif des élèves en difficultés, et qu'il faudrait, enfin, augmenter le nombre d'adultes dans les établissements ?

M. Yves Bur. Vous êtes des conservateurs !

M. Christian Paul. Ces mesures ne devraient pas concerner quelques dizaines de collèges, expériences certes bienvenues pour les visites ministérielles (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), mais la France tout entière.

Certes, les décisions de restriction votées ici même en novembre dernier sont maintenant notifiées dans les académies.

M. Yves Bur. Heureusement que le ridicule ne tue pas !

M. Christian Paul. La carte scolaire pour 2007 est une débâcle. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Entendez-vous, dans nos campagnes et dans nos villes,...

M. Lucien Degauchy. Aux armes !

M. Christian Paul. ...dans chaque région de France où des centaines de postes d'enseignants sont supprimés (*Brouhaha continu sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*),...

M. Yves Bur. Zéro !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie !

M. Christian Paul. ...le drame des classes fermées, tandis que les effectifs d'autres explosent, celui des options et des langues supprimées, ou encore des filières nouvelles, pourtant si nécessaires, désormais impossibles à

ouvrir ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. le président. Monsieur Nicolin, ne vous énervez pas !

M. Christian Paul. Monsieur le Premier ministre, où est la générosité de la République envers ses enfants, qui ont besoin de savoirs et d'apprentissages pour affronter un monde terriblement difficile ?

Où est la reconnaissance de la République envers des enseignants passionnés par leur métier, mais souvent isolés, peu soutenus, et dont le pouvoir d'achat s'est effrité comme celui de la très grande majorité des Français ? (*" Démagogie ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Merci, monsieur Paul.

M. Christian Paul. J'en termine, monsieur le président.

Où est la mobilisation, monsieur le ministre, quand, de par votre gestion autoritaire, parents, élèves et enseignants ne sont jamais écoutés ?

M. le président. Merci, monsieur Paul !

M. Christian Paul. Nous avons besoin au contraire d'un engagement total de la nation au service de l'éducation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. Gilles de Robien, *ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Tout ce qui est excessif est insignifiant, monsieur le député, et vos propos sont dérisoires ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Savez-vous que le budget de l'éducation pour 2007 est en augmentation importante par rapport à celui de 2006, progressant deux fois plus que le taux d'inflation ? Savez-vous que vos réflexions font injure aux 1,3 million de collègues de l'éducation nationale qui assureront la rentrée de 2007 aussi bien qu'ils ont assuré la rentrée 2006 ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Savez-vous que vous donnez l'impression de ne pas bien connaître ce qu'est l'art d'apprendre ? Et quand bien même on réduirait, comme vous le faites, l'ensemble de la mission éducative au nombre de postes, l'enseignement dispensé en 2007 serait au moins aussi bon qu'en 2006 !

À M. Bocquet, j'ai affirmé que nous réussirions la rentrée de 2007 aussi bien que celle de 2006, mais il faut aller plus loin : nous la réussirons beaucoup mieux, car nous avons mené des réformes que vous n'avez pas eu le courage d'adopter ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Nous avons par exemple mis en place le socle commun de connaissances et de compétences, sujet sur lequel on ne vous a pas entendu. On ne vous a pas non plus entendu sur les fondamentaux - lecture, grammaire, calcul -, sauf pour les critiquer. Et si nous avons été obligés de réaliser la réforme de la formation des maîtres, c'est parce que vous aviez inventé un système dont tous les enseignants se plaignent. Allez voir les jeunes nouvellement recrutés : " On ne nous a pas appris à enseigner ! ", disent-ils. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Désormais, grâce à l'alternance et à l'action de l'IUFM, ils apprendront comment on se tient en classe et comment on transmet le savoir. Cela, vous n'aviez pas su le faire !

Nous aurons par ailleurs, avec François Goulard, restructuré l'enseignement supérieur en mettant en place les PRES, qui redynamisent la recherche en France.

M. Christian Paul. Zéro !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Oui, la rentrée 2007 sera bien supérieure à la rentrée 2006 - laquelle avait déjà été meilleure que les rentrées précédentes. Vous vous êtes contentés de flatter le monde de l'éducation nationale. Nous, nous évoluons avec lui ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Paul](#)

Circonscription : Nièvre (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3159

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 17 janvier 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 janvier 2007